

# Australie

Peter Jull  
Les Malezer

A la fin de l'année 2014, l'Australie autochtone fait face à ce que des commentateurs politiques pourraient appeler des menaces « existentielles ». Le gouvernement fédéral a coupé des services essentiels tels que l'eau et l'électricité aux communautés isolées et le gouvernement d'Australie Occidentale souhaite déplacer les peuples autochtones et leurs communautés de son vaste territoire afin de faire des économies. D'autres gouvernements d'Etats parlent également de fermer des communautés. Pour les nations et cultures autochtones, qui sont tellement attachées à leurs paysages locaux, à leurs sites cérémoniels et à leurs écosystèmes, c'est leur survie sociale et culturelle qui est menacée.

Selon Patrick Dodson, un aîné aborigène respecté, « les Aborigènes vont devenir des réfugiés » et il a développé les nombreuses conséquences négatives pour les personnes déplacées ainsi que pour les communautés dans lesquelles elles chercheront refuge, telles que l'augmentation de l'usage de produits dangereux et l'accroissement des tensions sociales. Malheureusement, l'Australie est déjà confrontée à de nombreux problèmes de ce genre dans le centre et le nord du continent mais a peu de solutions à offrir.

Comme si cela ne suffisait pas, un commentateur des politiques publiques habitué à la provocation, et ancien ministre travailliste du gouvernement fédéral, a terminé l'année en appelant à ce que les Autochtones n'aient pas le droit d'élever des enfants tant qu'ils étaient dépendants d'aides sociales publiques ! Ces déplacements forcés de population et ces propositions hygiénistes devraient provoquer un important débat national et international en 2015.

## « Combler l'écart »

Le dernier rapport officiel sur la politique fédérale autochtone de 2009 dite « Combler l'écart », qui visait à résoudre la situation défavorisée des peuples autochtones, a été présenté dans la presse avec des titres tels que « la honte de l'Australie ».

Quoiqu'il en soit, le premier ministre Tony Abbott demeure le défenseur public des peuples autochtones et de leurs intérêts le plus cohérent et le plus sûr, en même temps qu'il défend leurs espoirs d'une reconnaissance constitutionnelle. Sa bonne volonté et son aisance vis-à-vis des peuples autochtones est à l'opposé du précédent gouvernement de la Coalition entre 1996 et 2007. Toutefois, les problèmes liés à l'adoption du budget fédéral et à la fragmentation du pouvoir au Sénat (la chambre haute du Parlement) ont laissé la dépense publique dans un état de confusion en 2014, avec pour conséquence une immobilité sur les avancées promises aux groupes autochtones, notamment dans les domaines de la santé et de l'éducation.



### **Les digues du Déroit de Torres (Torres Strait)**

La construction de digues afin de protéger les personnes, les maisons et les équipements publics d'une hausse du niveau de la mer est en cours dans six îles du Déroit de Torres, au nord de la Grande Barrière de Corail. Cet effort est en partie financé par le gouvernement fédéral en dépit de son scepticisme officiel quant à la hausse du niveau de la mer et au changement climatique. De fait, les élites politiques fédérales et leurs soutiens dans les médias s'étaient emportés lorsque le président américain Barack Obama, lors d'une visite à Brisbane en novembre 2014, avait fait référence aux menaces que le réchauffement climatique fait peser sur la Grande Barrière de Corail. Son public de jeunes australiens avait apprécié son discours, laissant l'élite gouvernementale avec l'air idiot et maugréant à propos de mauvaises manières et de respect pour ses hôtes australiens.

### **Actes sanglants**

A la veille de Noël, l'attention nationale s'est portée sur le meurtre de huit enfants Insulaires du déroit de Torres à Cairns, dans le nord du Queensland, apparemment par leur mère perturbée, dans un quartier mixte d'Aborigènes et d'Insulaires. 2015 verra une grande attention officielle aux causes d'une telle calamité après que les chefs des gouvernements fédéral et d'Etat auront assisté aux funérailles.

## Le débat sur la reconnaissance constitutionnelle

Le débat sur la reconnaissance constitutionnelle des Aborigènes d'Australie s'est accéléré en 2014. Le premier ministre et le leader de l'opposition ont tous les deux affirmé leur soutien à une reconnaissance constitutionnelle des peuples autochtones et il semble probable que le référendum constitutionnel se tiendra en 2017 ou après. Noel Pearson, avocat aborigène, militant et universitaire, a contribué de manière importante au débat avec son essai de 2014 *A rightful Place : Race, Recognition and a More Complete Commonwealth* (Une juste place : race, reconnaissance et un État fédéral plus complet). Cet essai traite de la manière dont les cultures politiques des autochtones et des immigrants pourraient être réunies d'une manière qui soit acceptable aux électeurs conservateurs, libéraux, et aux autres progressistes qui doivent approuver tout changement constitutionnel.

Pearson a été salué pour son discours lors des funérailles de l'ancien premier ministre Whitlam (en fonction entre 1972 et 1975) qui était décédé en fin d'année, événement télévisé qui attirera l'attention de toute l'élite politique, sociale, culturelle et médiatique d'Australie\*. Les Australiens n'entendent et n'écoutent que rarement des voix autochtones bien que l'éloquence soit une part importante du leadership autochtone. Le style solennel et étudié de Pearson en a impressionné plus d'un et a garanti son rôle dans le débat constitutionnel.

Le Congrès National des Peuples Premiers d'Australie (*National Congress of Australia's First Peoples*) a rappelé au premier ministre dans une lettre ouverte le rôle ancien constitutionnel du gouvernement fédéral vis-à-vis des peuples autochtones et a exigé qu'il garantisse que la coupure de services essentiels et le déplacement forcé de populations n'aient pas lieu. Les co-présidents du Congrès, Kirstie Parker et Les Malezer, ont notamment écrit :

*« Le gouvernement d'Australie Occidentale a apparemment l'intention de cibler des peuples autochtones d'une part, tout en continuant à fournir des services municipaux de haut niveau à des citoyens non-autochtones de l'autre. Nous ne pouvons pas accepter que les gouvernements d'Australie Occidentale et d'Australie du Sud aient une autorité légitime selon le droit australien ou le droit international pour discriminer de manière raciale afin de perturber ou détruire les modes de vie, les habitations et les habitats des Peuples Premiers d'Australie.*

*[...] Constitutionnellement, le gouvernement australien a la plus haute autorité dans la nation afin de promouvoir et de protéger les droits des Peuples Premiers d'Australie.*

*C'est une part de ses responsabilités internationales et c'est une responsabilité qui ne devrait pas et ne peut pas être rejetée ou déléguée à d'autres niveaux de gouvernement.*

*[...] Ces standards auxquels nous faisons référence sont garantis par les traités sur les droits de l'homme que l'Australie a signés et ratifiés, de même que la Déclaration des Nations Unies sur les Droits des Peuples Autochtones.*

L'une des pommes de discorde du débat politique et légal national est le rôle des conventions internationales vis-à-vis de la politique et du droit australiens. Les débats

constitutionnels à venir permettront de mieux informer les Australiens sur ces questions. Cette information ainsi que les précédents établis à l'étranger joueront un rôle important, et pas seulement comme aujourd'hui pour les seuls avocats des droits des autochtones.

## Les résultats de la Conférence Mondiale sur les Peuples Autochtones

En septembre, les Nations Unies ont accueilli une Conférence Mondiale sur les Peuples Autochtones (CMPA) dans leur quartier général de New York qui a eu pour résultat un Document final ( *Outcome Document –OD* ) dont le but est de favoriser la mise en œuvre de la Déclaration des Nations Unies sur les Droits des Peuples Autochtones. Le Congrès National des Peuples Premiers d'Australie a participé à la préparation du Document et considère que le Document est extrêmement utile pour permettre la reconnaissance des droits des Aborigènes et des Insulaires du Détroit de Torres à travers un engagement plus fort avec le gouvernement fédéral ainsi que par des efforts renouvelés pour diffuser une conscience de ces droits dans la population autochtone. Le Congrès a endossé le rôle de veiller à l'utilisation et à la mise en œuvre du Document au niveau national en Australie.

A la suite de la CMPA, le Congrès a organisé un rassemblement des organisations communautaires en Australie avec comme thème les droits aux niveaux national et international. Il a rencontré des ministres et des hauts fonctionnaires du gouvernement afin de rechercher leur coopération dans le traitement des résolutions du Document. Le Congrès fait également campagne avec le gouvernement pour la mise en place d'un plan d'action national pour la mise en œuvre des droits des peuples aborigènes et insulaires et envisage la rédaction de propositions et de rapports sur l'Australie pour la mise en œuvre du Document dans la perspective de l'Examen Périodique Universel de l'Australie devant le Conseil des Droits de l'Homme en 2015.

\* Voir le discours : <https://www.youtube.com/watch?v=QDIc45eOILE>

## Notes et références

1. Many Aboriginal people maintain that they were created when distinct Creator Beings formed the land at the beginning of time (often termed "the Dreaming"). It is now widely accepted among archaeologists that the earliest undisputed age for the occupation of Australia by human beings is 40,000 to 50,000 years ago. **O'Connell J.F. and Allen F.J., 1998:** When did humans first arrive in greater Australia and why is it important to know? *Evolutionary Anthropology*, 6:132–146.
2. The actual numbers are highly disputed because of the difficulty in estimating a population so very much changed by colonisation. Numbers range from 300,000 to 1.5 million, the latter being widely accepted nowadays. **Butlin, N., 1993:** *Economics and the Dreamtime*. Cambridge, Cambridge University Press; **Reynolds, H. 2001:** *An indelible stain? The question of genocide in Australia's history*. Ringwood Victoria, Penguin; **Gray, A., 2001:** Indigenous Australian: Demographic and Social History in J. Jupp (ed.) *The Australian People: an Encyclopaedia of the nation, its people and their origins*. Cambridge: Cambridge University Press, pp.88-93.
3. <http://www.abs.gov.au/AUSSTATS/abs@.nsf/featurearticlesbyCatalogue/DB52AB9278B0C818CA257AD7000D1067?OpenDocument>
4. <http://www.abs.gov.au/AUSSTATS/abs@.nsf/39433889d406eeb9ca2570610019e9a5/8F08EF0297F11CC6CA2574390014C588?opendocument>
5. <http://www.abs.gov.au/ausstats/abs@.nsf/Products/3309.0~2010~Chapter~Aboriginal+and+Torres+Strait+Islander+suicide+deaths?OpenDocument>
6. <http://www.abs.gov.au/ausstats/abs@.nsf/Products/3309.0~2010~Chapter~Aboriginal+and+Torres+Strait+Islander+suicide+deaths?OpenDocument>
7. <http://www.abs.gov.au/ausstats/abs@.nsf/mf/4512.0/>
8. <http://www.abs.gov.au/ausstats/abs@.nsf/mf/4512.0/>
9. E.g. **Nicolas Rothwell:** "Remote prospects of rejuvenation". *The Australian*, 15-11-2014; **Don Tout:** "Settler Colonial Closures", *Arena Magazine* No 133, 12-2014.
10. **Dan Harrison:** "Patrick Dodson warns...". *Sydney Morning Herald*, 22-11-2014
11. **Gary Johns:** "No contraception, no dole". *The Australian*, 30-12-2014
12. <http://www.pc.gov.au/research/recurring/overcoming-indigenous-disadvantage>

13. 13 **Michael Gordon**: "Australia's shame". *Sydney Morning Herald*, 19-11-2014.
14. 14 [http://www.tsirc.qld.gov.au/sites/tsirc.qld.gov.au/files/seawalls\\_factsheet.pdf](http://www.tsirc.qld.gov.au/sites/tsirc.qld.gov.au/files/seawalls_factsheet.pdf)
15. 15 E.g. **Mungo MacCallum**: "G20: The climate elephant just couldn't be ignored", *The Drum, ABC Online*, 20-11-2014.
16. 16 *Quarterly Essay*, Black Inc. Melbourne.
17. 17 <http://www.smh.com.au/comment/noel-pearsons-eulogy-for-gough-whitlam-in-full-20141105-11haeu.html>
18. 18 <http://nationalcongress.com.au/open-letter-to-prime-minister-remote-communities/> 28-11-2014

**Peter Jull** est membre du comité de conseil international d'IWGIA

*Le paragraphe sur le Document final de la Conférence mondiale a été préparé par **Les Malezer**, Co-président du Congrès national des premiers peuples d'Australie. En tant que défenseur bien connu des droits des peuples autochtones, il a été nommé co-conseiller du président de l'Assemblée générale dans la préparation de la Conférence mondiale des Nations Unies sur les peuples autochtones au cours de 2014.*

*Source : IWGIA Indigenous World 2015  
Traduction de l'anglais par **Martin Preaud**,  
Membre du réseau des experts du GITPA pour le Pacifique*